

Convention collective

IDCC : **9641** | **EXPLOITATIONS AGRICOLES ET HORTICOLES**
(Pyrénées-Atlantiques)
(18 novembre 1985)

(Étendue par arrêté du 27 mai 1986,
Journal officiel du 15 juin 1986)

Avenant n° 52 du 17 février 2020

NOR : AGRS2097146M

IDCC : 9641

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricole des Pyrénées-Atlantiques ;

Fédération des CUMA Béarn – Landes – Pays basque ou fédération des CUMA 640 ;

Syndicat des entrepreneurs des territoires des Pyrénées-Atlantiques ;

Syndicat horticole, des Pyrénées-Atlantiques,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

Syndicat national des cadres d'exploitation agricole CFE-CGC des Pyrénées-Atlantiques ;

Syndicat général agro-alimentaire – Confédération française démocratique du travail SGA CFDT des Pyrénées-Atlantiques,

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les modifications ci-après sont apportées aux articles 29, 66 et 73 de la convention collective du 18 novembre 1985.

« Articles 29 et 66 | *Rémunération horaire concernant les exploitations agricoles et horticoles*

Les salaires, exprimés en euros, sont fixés comme suit à compter du 1^{er} janvier 2020.

Emploi occupé		Salaire horaire
Niveaux	Échelons	
I	1	10,15 €

Emploi occupé		Salaire horaire
Niveaux	Échelons	
I	2	10,21 €
II	1	10,26 €
II	2	10,33 €
III	1	10,44 €
III	2	10,72 €
IV	–	10,98 €

« Article 73 | *Durée du travail. Rémunération. Salaire de base concernant les cadres*

Les salaires, exprimés en euros, sont fixés comme suit à compter du 1^{er} janvier 2020.

Groupe	Coefficient	Salaire horaire
III	225	12,17 €
II	320	13,80 €
I	400	15,19 €

Article 2

Dans la mesure où la présente convention a vocation à s'appliquer essentiellement auprès de très petites entreprises, les partenaires sociaux estiment que ces dispositions leur sont particulièrement applicables et qu'ainsi ils répondent à l'obligation issue de l'article L. 2261-19 du code du travail.

Article 3

Les partenaires sociaux rappellent l'accord de branche applicable relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Ils demandent à la MSA Sud Aquitaine les données sexuées de rémunération par tranches significatives à partir du Smic des salariés des exploitations agricoles rentrant dans le champ de la convention collective.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension de cet avenant qui sera déposé à la DIRECCTE, unité territoriale des Pyrénées-Atlantiques.

Le présent accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2020.

Fait à Pau, le 17 février 2020.

(Suivent les signatures.)